

Étude des crédits 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale



Volet Solidarité sociale et Action communautaire

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Volet Solidarité sociale et Action communautaire

1. Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.
2. Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives qui n'existaient pas l'année précédente.
5. Total des sommes dépensées pour analyser l'opportunité de mettre en place un « revenu minimum garanti » ou « Revenu de citoyenneté » ou autre mécanisme de versement d'une prestation financière universelle visant à combler des besoins de base plus étendus que l'aide de dernier recours actuellement en place. Ventiler par catégorie de dépense et fournir une description sommaire pour chaque projet effectué.
6. Nombre de prestataires d'aide de dernier recours. Ventiler par catégorie, par région et par MRC.
 - a) Préciser le nombre d'agents chargés du suivi des dossiers d'aide de dernier recours, ventilé par région et par MRC.
 - b) Préciser le nombre d'avis de décision émis. Ventiler par catégorie.
 - c) Préciser le nombre d'agents chargés de la révision des décisions contestées.
7. Nombre d'avis de réclamation émis.
8. Montant annuel récupéré à la suite d'un avis de réclamation.
9. Coût administratif moyen du traitement d'un dossier d'aide de dernier recours.
10. Nombre et pourcentage des décisions contestées renversées à la suite d'une révision administrative, ventilé par catégorie.
11. Nombre et pourcentage des décisions contestées qui ont été maintenues en révision administrative, mais renversées par le Tribunal administratif du Québec.
12. Nombre d'appels au pouvoir discrétionnaire de la ministre en vertu de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles. Préciser le pourcentage de ces appels qui a fait l'objet d'une décision favorable.
14. Nombre de prestataires d'aide de dernier recours (et pourcentage) ayant subi des coupures dans le cadre du programme Objectif emploi, ventilé par région et par motif.
15. Liste des études et rapports concernant le financement des organismes communautaires
16. Liste des études et rapports concernant la problématique de l'itinérance qui ont débuté, se sont déroulés ou se sont terminés pour l'année en cours.
17. Dans les investissements à l'action communautaire autonome, quels montants (en chiffres et en pourcentage) ont été investis pour des projets versus à la mission.
18. Détailler les sommes dépensées pour le Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC), en précisant les montants selon les programmes des ministères et organismes gouvernementaux et selon les modes de financement (mission globale, projets et ententes de service ou spécifiques).
19. Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes (ADS ou ADS+) ?
20. Liste des programmes ou initiatives du ministère qui prévoient une indexation au financement, dans les domaines de la solidarité sociale et de l'Action communautaire autonome. Préciser les grandes lignes des barèmes sur lesquels le ministère s'appuie pour prévoir ou non une indexation.
21. Liste des critères sur lesquels le ministère s'appuie pour octroyer du financement à la mission versus un financement par projet.
22. Total des sommes allouées afin de soutenir les organismes communautaires dans l'acquisition ou la construction de locaux ou de bâtiments à titre de propriétaire ou de co-propriétaire, de même que dans la maintenance de bâtiments dont les organismes sont propriétaire ou co-propriétaire, ventilé par région. Ventiler par catégories de dépenses.

23. Total des sommes allouées pour la prestation de services d'aide alimentaire, ventilé par région et par MRC. Ventiler par type de dépenses, incluant si c'est un financement à la mission ou autre.
24. Total des sommes dépensées pour le Programme de récupération en super-marchés afin de soutenir la prestation de services d'aide alimentaire, ventilé par région et par MRC. Estimation de la valeur des produits effectivement redistribués aux usagers des services d'aide alimentaire.
25. Nombre de demandes d'aide alimentaire pour l'année en cours, ventilé par région et par MRC. Préciser le nombre de personnes en ayant bénéficié, ventilé par région et par MRC.
26. Estimation des nouveaux bénéficiaires d'aide alimentaire au Québec, ventilé par région et par MRC.
27. Total des sommes allouées pour soutenir les organismes communautaires dans leurs moyens pour assurer de meilleures conditions de travail au personnel œuvrant dans le milieu communautaire, ventilé par grande catégorie d'organisme, par région et par MRC.
28. Considérant la distinction entre la couverture des besoins de base et la sortie de la pauvreté, fournir la liste des indices ou indicateurs suivis permettant de suivre ou mesurer la sortie de la pauvreté au Québec. Préciser la source scientifique ou autre de ces indices ou indicateurs.

Transférées par le ministère de la Santé et des Services sociaux

- M29. Dépenses allouées au programme de lait maternisé depuis 2018, ventilé par année
- M146. Total des sommes allouées au programme de lait maternisé, ventilé par région et par réseau local de services.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Volet Solidarité sociale et Action communautaire

Questions dont les réponses relèvent de la ministre de l'Emploi

3. Nombre de postes ouverts et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère. **(Question 4-Volet Emploi)**

 4. Liste des concours de recrutement qui se sont tenus incluant, pour chacun de ces concours :
 - a. le nombre de postes offerts;
 - b. le nombre de postulants;
 - c. la date;
 - d. la nature (concours réservé ou non);
 - e. le taux de réussite;
 - f. la répartition par région administrative;
 - g. la date de la publication des résultats. **(Question 5-Volet Emploi)**

 13. Fournir l'entente pour favoriser l'intégration et la francisation des personnes immigrantes conclut avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale 2021-2022, la reddition de comptes détaillée au MIDI, le détail des dépenses et les résultats. **(Question S13-Volet Emploi)**

 29. Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes. **(Question 1-Volet Emploi)**
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-01

Titre :

Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.

Exposé et statistiques :

Sur la base du niveau de services réalisés en 2021-2022, des dépenses supplémentaires en transfert de 219,0 M\$, associées aux programmes d'assistance sociale, ont été nécessaires au Ministère, en 2022-2023, pour couvrir le même niveau de services.

Aucune dépense budgétaire supplémentaire n'est prévue en rémunération et en fonctionnement pour 2022-2023.

SOURCE : DGRFC-DEBF-SEB

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-24

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-02

Titre :

Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives 2022-2023 qui n'existaient pas l'année précédente.

Exposé et statistiques :

Exercice financier 2022-2023

De nouvelles mesures relatives au volet solidarité sociale et action communautaire du portefeuille Travail, Emploi et Solidarité sociale ont été annoncées dans le Plan budgétaire du 22 mars 2022 afin de :

- bonifier et élargir le soutien à la mission globale des organismes communautaires (Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027) : 888,1 M\$ de crédits additionnels sur 5 ans à compter de 2022-2023 ;
- renforcer l'Action communautaire grâce à des mesures spécifiques (Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027) : 186,8 M\$ sur 5 ans à compter de 2022-2023 ;
- bonifier les exemptions des pensions alimentaires en assistance sociale : 25,7 M\$ de crédits additionnels sur 5 ans à compter de 2022-2023.

Par ailleurs, en novembre 2022, le Ministère s'est vu attribuer la responsabilité du programme de Soutien à l'action bénévole. Ce programme, d'une hauteur de 20,4 M\$ en 2022-2023, était antérieurement sous la responsabilité du ministère de l'Éducation.

SOURCE : DGRFC-DEBF-SEB

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-24

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-05

Titre :

Total des sommes dépensées pour analyser l'opportunité de mettre en place un « revenu minimum garanti » ou « Revenu de citoyenneté » ou autre mécanisme de versement d'une prestation financière universelle visant à combler des besoins de base plus étendus que l'aide de dernier recours actuellement en place. Ventiler par catégorie de dépense et fournir une description sommaire pour chaque projet effectué.

Exposé et statistiques :

Aucune ressource n'a été accordée en 2022-2023 à l'analyse de l'opportunité de mettre en place un « revenu minimum garanti » ou « Revenu de citoyenneté » ou autre mécanisme de versement d'une prestation financière universelle visant à combler des besoins de base plus étendus que l'aide de dernier recours actuellement en place.

SOURCE : Direction de la recherche (DGGAP)

COLLABORATION : SSSAP-DPAS

VALIDATION :

DATE : 20 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-06

Titre :

Nombre de prestataires d'aide de dernier recours. Ventiler par catégorie, par région et par MRC.

- a) Préciser le nombre d'agents chargés du suivi des dossiers d'aide de dernier recours, ventilé par région et par MRC.
- b) Préciser le nombre d'avis de décision émis. Ventiler par catégorie.
- c) Préciser le nombre d'agents chargés de la révision des décisions contestées.

Exposé et statistiques :

Nombre de prestataires d'aide de dernier recours. Ventiler par catégorie, par région et par MRC

La réponse est présentée en annexe.

- a) **Préciser le nombre d'agents chargés du suivi des dossiers d'aide de dernier recours, ventilé par région et par MRC.**

Au 22 février 2023, on dénombre 1 129 agents d'aide socio-économique chargés du suivi des dossiers d'aide financière de dernier recours.

Nombre d'agents d'aide socio-économique réguliers et occasionnels des directions régionales et de la Direction générale des services téléphoniques, par région administrative

Région administrative	2022-2023 (au 22 février 2023)
01. Bas-Saint-Laurent	18
02. Saguenay-Lac-Saint-Jean	41
03. Capitale-Nationale	76
04. Mauricie	134
05. Estrie	52
06. Île-de-Montréal	282
07. Outaouais	61
08. Abitibi-Témiscamingue	12
09. Côte-Nord	7
10. Nord-du-Québec	13
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	85
12. Chaudière-Appalaches	43
13. Laval	36
14. Lanaudière	76
15. Laurentides	62
16. Montérégie	110
17. Centre-du-Québec	21
Total	1 129

b. Nombre d'avis de décision émis. Ventiler par catégorie

Au 31 janvier 2023, 7 057 décisions en révision avaient été émises depuis le 1^{er} avril 2022.

DÉCISIONS EN RÉVISION EN 2022-2023	
Catégorie	Nombre total
Aide financière de dernier recours	5 560
Révision médicale	1 497
TOTAL	7 057

c. Nombre d'agents chargés de la révision des décisions contestées

Au 31 janvier 2023, 28,0 ETC avaient été utilisés pour la révision des décisions contestées depuis le 1^{er} avril 2022.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction générale du recouvrement des recours et de la qualité des services
DATE : 16 mars 2023

Nombre d'adultes prestataires des programmes d'assistance sociale selon le programme et la région¹
- avril 2022 à janvier 2023 -

Total Assistance sociale																			
	01 - Bas-Saint-Laurent	02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 - Capitale-Nationale	04 - Mauricie	05 - Estrie	06 - Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	09 - Côte-Nord	10 - Nord-du-Québec	11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12 - Chaudière-Appalaches	13 - Laval	14 - Lanaudière	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec	Région inconnue	Ensemble du Québec
avril 2022	6 265	8 341	17 202	11 843	16 648	79 870	12 942	3 991	2 084	1 022	3 542	8 590	9 863	13 051	15 397	34 008	8 342	176	253 177
mai 2022	6 189	8 230	16 995	11 696	16 455	80 908	12 904	3 916	2 048	1 013	3 456	8 522	9 859	12 903	15 297	33 939	8 260	177	252 767
juin 2022	6 147	8 184	17 069	11 621	16 430	82 630	12 925	3 908	2 049	1 018	3 432	8 524	9 920	12 881	15 316	34 092	8 230	183	254 559
juillet 2022	6 110	8 181	17 060	11 609	16 363	83 939	12 943	3 866	2 030	1 019	3 406	8 568	10 057	12 880	15 309	34 104	8 321	187	255 952
août 2022	6 095	8 193	17 138	11 567	16 385	85 568	12 962	3 872	2 034	1 021	3 387	8 589	10 200	12 879	15 257	34 251	8 386	192	257 976
septembre 2022	6 079	8 184	17 196	11 506	16 375	87 692	12 983	3 874	2 047	1 026	3 421	8 642	10 290	12 911	15 348	34 298	8 410	190	260 472
octobre 2022	6 011	8 063	17 094	11 450	16 275	89 712	12 935	3 853	2 036	1 024	3 384	8 610	10 400	12 832	15 278	34 261	8 359	186	261 763
novembre 2022	6 024	8 048	17 178	11 418	16 196	91 641	12 921	3 836	2 048	1 021	3 394	8 540	10 507	12 776	15 268	34 240	8 415	188	263 659
décembre 2022	5 982	8 021	17 199	11 369	16 211	93 697	12 926	3 835	2 039	1 027	3 380	8 533	10 597	12 752	15 303	34 323	8 417	208	265 819
janvier 2023	6 011	8 079	17 309	11 420	16 334	96 585	12 964	3 846	2 056	1 036	3 403	8 555	10 724	12 899	15 369	34 723	8 490	208	270 011

Programme objectif emploi																			
	01 - Bas-Saint-Laurent	02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 - Capitale-Nationale	04 - Mauricie	05 - Estrie	06 - Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	09 - Côte-Nord	10 - Nord-du-Québec	11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12 - Chaudière-Appalaches	13 - Laval	14 - Lanaudière	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec	Région inconnue	Ensemble du Québec
avril 2022	92	125	450	220	365	1 488	395	55	33	12	73	122	233	220	276	599	201	3	4 962
mai 2022	84	120	425	216	319	1 390	395	58	31	16	68	114	217	211	247	557	191	3	4 662
juin 2022	75	104	436	201	297	1 404	401	60	36	17	65	133	217	207	231	538	189	1	4 612
juillet 2022	80	106	439	201	297	1 441	414	56	36	15	62	133	198	196	219	545	205	1	4 644
août 2022	88	108	440	188	308	1 447	431	61	40	17	54	137	199	201	219	548	215	1	4 702
septembre 2022	87	104	464	177	322	1 538	436	65	43	17	54	143	201	211	231	556	230	2	4 881
octobre 2022	66	91	436	184	298	1 505	434	57	39	14	55	132	218	219	232	543	201	2	4 726
novembre 2022	68	100	468	186	289	1 560	444	53	37	10	54	136	223	244	253	541	222		4 888
décembre 2022	71	100	483	189	289	1 557	447	47	33	9	57	130	220	245	256	542	215		4 890
janvier 2023	69	117	485	195	297	1 603	432	55	35	11	58	134	231	268	262	580	211		5 043

Programme d'aide sociale

	01 - Bas-Saint-Laurent	02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 - Capitale-Nationale	04 - Mauricie	05 - Estrie	06 - Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	09 - Côte-Nord	10 - Nord-du-Québec	11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12 - Chaudière-Appalaches	13 - Laval	14 - Lanaudière	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec	Région inconnue	Ensemble du Québec
avril 2022	2 353	3 660	7 594	5 970	7 723	48 419	6 909	1 772	923	649	1 316	3 320	5 149	6 294	7 279	16 487	4 131	50	129 998
mai 2022	2 341	3 646	7 561	5 910	7 679	49 892	6 937	1 742	912	649	1 281	3 334	5 191	6 251	7 285	16 625	4 104	50	131 390
juin 2022	2 302	3 599	7 564	5 862	7 684	51 562	6 969	1 726	895	654	1 254	3 314	5 263	6 239	7 288	16 776	4 078	59	133 088
juillet 2022	2 283	3 595	7 554	5 853	7 647	52 924	6 994	1 697	881	658	1 239	3 364	5 426	6 258	7 290	16 837	4 126	59	134 685
août 2022	2 289	3 601	7 620	5 862	7 715	54 639	7 020	1 694	879	650	1 224	3 384	5 556	6 237	7 281	16 987	4 153	63	136 854
septembre 2022	2 298	3 599	7 664	5 836	7 706	56 710	7 047	1 698	886	651	1 263	3 429	5 653	6 264	7 355	17 060	4 165	60	139 344
octobre 2022	2 256	3 528	7 626	5 794	7 674	58 978	7 027	1 683	881	655	1 233	3 423	5 743	6 190	7 300	17 091	4 150	58	141 290
novembre 2022	2 274	3 520	7 704	5 784	7 667	60 977	7 039	1 670	902	658	1 239	3 398	5 868	6 143	7 295	17 148	4 182	61	143 529
décembre 2022	2 261	3 506	7 754	5 753	7 724	63 142	7 052	1 686	903	658	1 237	3 428	5 964	6 150	7 353	17 339	4 214	80	146 204
janvier 2023	2 373	3 654	7 990	5 937	8 062	66 607	7 262	1 730	935	670	1 341	3 545	6 202	6 401	7 582	18 049	4 374	82	152 796

Programme de solidarité sociale

	01 - Bas-Saint-Laurent	02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 - Capitale-Nationale	04 - Mauricie	05 - Estrie	06 - Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	09 - Côte-Nord	10 - Nord-du-Québec	11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12 - Chaudière-Appalaches	13 - Laval	14 - Lanaudière	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec	Région inconnue	Ensemble du Québec
avril 2022	3 820	4 556	9 158	5 653	8 560	29 963	5 638	2 164	1 128	361	2 153	5 148	4 481	6 537	7 842	16 922	4 010	123	118 217
mai 2022	3 764	4 464	9 009	5 570	8 457	29 626	5 572	2 116	1 105	348	2 107	5 074	4 451	6 441	7 765	16 757	3 965	124	116 715
juin 2022	3 770	4 481	9 069	5 558	8 449	29 664	5 555	2 122	1 118	347	2 113	5 077	4 440	6 435	7 797	16 778	3 963	123	116 859
juillet 2022	3 747	4 480	9 067	5 555	8 419	29 574	5 535	2 113	1 113	346	2 105	5 071	4 433	6 426	7 800	16 722	3 990	127	116 623
août 2022	3 718	4 484	9 078	5 517	8 362	29 482	5 511	2 117	1 115	354	2 109	5 068	4 445	6 441	7 757	16 716	4 018	128	116 420
septembre 2022	3 694	4 481	9 068	5 493	8 347	29 444	5 500	2 111	1 118	358	2 104	5 070	4 436	6 436	7 762	16 682	4 015	128	116 247
octobre 2022	3 689	4 444	9 032	5 472	8 303	29 229	5 474	2 113	1 116	355	2 096	5 055	4 439	6 423	7 746	16 627	4 008	126	115 747
novembre 2022	3 682	4 428	9 006	5 448	8 240	29 104	5 438	2 113	1 109	353	2 101	5 006	4 416	6 389	7 720	16 551	4 011	127	115 242
décembre 2022	3 650	4 415	8 962	5 427	8 198	28 998	5 427	2 102	1 103	360	2 086	4 975	4 413	6 357	7 694	16 442	3 988	128	114 725
janvier 2023	833	938	1 996	1 182	1 864	7 631	1 315	542	225	120	536	1 087	1 302	1 636	1 975	4 163	933	28	28 306

Programme de revenu de base²

	01 - Bas-Saint-Laurent	02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	03 - Capitale-Nationale	04 - Mauricie	05 - Estrie	06 - Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	09 - Côte-Nord	10 - Nord-du-Québec	11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12 - Chaudière-Appalaches	13 - Laval	14 - Lanaudière	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec	Région inconnue	Ensemble du Québec
janvier 2023	2 736	3 370	6 838	4 106	6 111	20 744	3 955	1 519	861	235	1 468	3 789	2 989	4 594	5 550	11 931	2 972	98	83 866

¹ Région selon les BSQ de proximité.

² Le programme de revenu de base, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2023, offre une prestation bonifiée pour les adultes prestataires ayant une contrainte sévère en emploi et ayant cumulé au moins 66 mois de présence au programme de solidarité sociale au cours des 72 derniers mois.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-7

Titre :

Nombre d'avis de réclamation émis

Exposé et statistiques :

Le nombre d'avis de réclamation émis au regard de l'ensemble des créances du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour l'année 2022-2023 (au 28 février 2023) est de 92 532 réclamations.

SOURCE : Direction générale du recouvrement, des recours et de la qualité des Services

Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION : Direction générale des opérations de Services Québec de l'Ouest

VALIDATION :

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-8

Titre :

Montant annuel récupéré à la suite d'un avis de réclamation.

Exposé et statistiques :

Le montant récupéré à la suite d'un avis de réclamation au regard de l'ensemble des créances du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour l'année 2022-2023 (au 28 février 2023) est de 141,3 millions de dollars.

SOURCE :

Direction générale du recouvrement, des recours et de la qualité des Services

Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

VALIDATION :

DATE :

10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-09

Titre :

Coût administratif moyen du traitement d'un dossier d'aide de dernier recours.

Exposé et statistiques :

Coût par demande des services de Solidarité sociale

Service	Coût par	2021-2022 (31 mars)
Attribution initiale	Demande d'aide financière	394 \$
Gestion des dossiers actifs	Dossier actif	421 \$

SOURCE : DGRFC-DEBF-SCRFI

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-10

Titre :

Nombre et pourcentage des décisions contestées renversées à la suite d'une révision administrative, ventilé par catégorie.

Exposé et statistiques :

- En 2022-2023, 17,2 % des motifs contestés en révision ont été accueillis par la révision.

	MOTIFS ¹ CONTESTÉS EN RÉVISION EN 2022-2023 ²		
Catégorie	Nombre de motifs contestés	Nombre de motifs accueillis ³	Proportion de motifs accueillis en révision
Aide financière de dernier recours	6 559	670	10,2 %
Révision médicale	1 497	716	47,8 % ⁴
TOTAL	8 056	1 386	17,2 %

¹ Il peut y avoir plus d'un motif par décision de révision finalisée.

² Au 31 janvier 2023.

³ Les motifs accueillis présentés dans le tableau sont ceux qui l'ont été en totalité.

⁴ La condition médicale du client peut évoluer entre le moment du dépôt de sa demande de révision et le moment auquel le comité de révision évalue sa situation. Ainsi, durant cet intervalle, l'état de santé d'un client peut se dégrader et faire en sorte que l'étude de son dossier démontre maintenant une admissibilité sans équivoque à des contraintes sévères ou temporaires à l'emploi, alors que ce n'était pas le cas les mois précédents, où son état de santé était meilleur ou stable.

SOURCE : Direction générale du recouvrement, des recours et de la qualité des services

Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-11

Titre :

Nombre et pourcentage des décisions contestées qui ont été maintenues en révision administrative, mais renversées par le Tribunal administratif du Québec.

Exposé et statistiques :

- En 2022-2023, une proportion de 11,9 % des motifs contestés au Tribunal administratif du Québec (TAQ) ont été accueillis par celui-ci.

MOTIFS ¹ CONTESTÉS AU TAQ EN 2022-2023 ²		
Nombre de motifs contestés	Nombre de motifs accueillis ³	Proportion de motifs accueillis par le TAQ
1 946	232	11,9 % ³

¹ Il peut y avoir plus d'un motif par décision contestée au TAQ.

² Au 31 janvier 2023.

³ Les motifs accueillis présentés dans le tableau sont ceux qui l'ont été en totalité.

SOURCE : Direction générale du recouvrement, des recours et de la qualité des services

Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-12

Titre :

Nombre d'appels au pouvoir discrétionnaire du ministre en vertu de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles. Préciser le pourcentage de ces appels qui a fait l'objet d'une décision favorable.

Exposé et statistiques :

Données générales pour 2022-2023 (du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023)

Le nombre total de demandes reçues a été de 164. De ce nombre, il y a :

- 119 demandes acceptées;
- 44 demandes refusées;
- 1 désistement.

L'aide totale accordée fut de 566 902,14 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :

- Aide remboursable : 105 283,61 \$;
- Aide gratuite : 461 618,53 \$.

Le montant moyen d'aide versée s'établit à 3 239 \$.

Faits saillants pour 2022-2023

Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie (\$) ¹	Répartition par catégorie (%)*	Montant moyen accordé par catégorie (\$) ¹
Bien ou avoir liquide cédé	13	61 840	10,91	3 638
Composition familiale	1	790	0,14	790
Contribution parentale	0	0	0,00	0
Excédent de biens	6	24 615	4,34	4 102
Grève ou lock-out	0	0	0,00	0
Personne tenue de loger	22	26 230	4,63	972
Perte d'argent	2	1 575	0,28	788
Prestation spéciale	10	10 918	1,93	1 092
Prestation spéciale	15	31 131	5,49	2 075
désintoxication				
Prévenu tenu de loger	2	2 816	0,49	1 408
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	0	0	0,00	0
Sans statut légal	43	377 575	66,60	4 242
Travailleur autonome	0	0	0,00	0
Valeur de résidence	5	29 412	5,19	4 902
Refus de faire valoir un droit	0	0	0,00	0
TOTAL	119	566 902	100 %	3 239

* Pourcentage du montant total accordé.

Les personnes seules ou les familles aidées en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre sont inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide financière de dernier recours.

- 1) Les sommes versées comprennent également l'aide financière accordée en prolongation pour 56 demandes (mois suivant l'acceptation à la suite de l'évaluation ou de la réévaluation d'une demande).

Données des ménages ressortissants ukrainiens pour 2022-2023 (d'avril 2022 à janvier 2023)

Le nombre total de ménages distincts ayant reçu de l'aide dans le cadre du pouvoir discrétionnaire du ministre a été de 1 739.

L'aide totale accordée pour cette période a été de 6 017 700,72 \$.

À compter du 1^{er} janvier 2023, tous les ménages aidés dans le cadre du pouvoir discrétionnaire du ministre en 2022 sont intégrés au nouveau Programme spécifique d'aide pour les Ukrainiens (PSAU).

SOURCE : Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale
VALIDATION :
DATE : 28 février 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-14

Titre :

Nombre de prestataires d'aide de dernier recours ayant subi des coupures dans le cadre du Programme objectif emploi ventilé par région et par motif.

Exposé et statistiques :

Le nombre de participants ayant subi des coupures dans le cadre du Programme objectif emploi en 2022-2023 est de 0.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION :
DATE : 17 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-15

Titre :

Liste des études et rapports concernant le financement des organismes communautaires.

Exposé et statistiques :

- Il n'y a eu aucune étude sur le financement des organismes communautaires produite ou financée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en 2022-2023.
- L'État de situation du soutien financier gouvernemental en action communautaire 2020-2021 a été mis en ligne en juillet 2022 : https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/BI_etat-situation_20-21_MTESS.pdf.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
COLLABORATION : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
DATE : 27 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-16

Titre :

Liste des études et rapports concernant la problématique de l'itinérance qui ont débuté, se sont déroulés ou se sont terminés pour l'année en cours.

Exposé et statistiques :

- Dans le Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) est responsable de deux mesures visant à réaliser des études concernant cette problématique :
 - Mesure 7.2 - Documenter les freins à l'accès à l'aide financière de dernier recours au Programme objectif emploi et à certaines mesures fiscales chez les personnes en situation d'itinérance. Le projet a été amorcé en 2021-2022 et les résultats sont attendus en 2023-2024.
 - Mesure 8.1 - Documenter les initiatives en matière d'éducation, de pré-employabilité et d'emploi en vue de constituer un projet de démonstration. Le projet de démonstration sera entamé en 2023-2024 et les résultats sont attendus en 2025-2026.
- Dans le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023, le MESS et ses partenaires soutiennent une recherche sur cette problématique :
 - Action 20.1 - Soutenir la recherche en matière de pauvreté et d'exclusion sociale : Programme de recherche sur la pauvreté et l'exclusion sociale – Phase 4 du Fonds de recherche du Québec – Société et culture (axe 6). La Phase 4 a été lancée en 2019-2020 et les projets de recherche ont débuté en 2020-2021.
 - Le projet intitulé « La pluralité des trajectoires de vie chez les hommes en situation d'itinérance : mieux comprendre pour mieux arrimer les activités de prévention et d'intervention à leurs besoins » est mené par le chercheur Philippe-Benoit Côté (Université du Québec à Montréal) :
 - Le montant total octroyé est de 1 521 784 \$ sur trois ans.
 - Les résultats sont attendus en septembre 2023.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATIONS : Direction des politiques d'assistance sociale,
Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
Direction des politiques d'emploi et des stratégies
Direction de la recherche

DATE : 24 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-17

Titre :

Dans les investissements à l'action communautaire autonome, quels montants (en chiffres et en pourcentage) ont été investis pour des projets vs à la mission.

Exposé et statistiques :

L'état de situation du soutien financier gouvernemental en action communautaire est produit chaque année; celui de l'année 2021-2022 est en cours d'élaboration. Les données 2021-2022 et les suivantes ne sont donc pas actuellement disponibles.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 15 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-18

Titre :

Détailler les sommes annoncées par le Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC), en précisant les montants prévus selon les programmes des ministères et organismes gouvernementaux et selon les modes de financement (mission globale, projets et ententes de service ou spécifiques).

Exposé et statistiques :

- Le 14 mai 2022, le gouvernement du Québec lançait le Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 : *Engagés pour nos collectivités* (PAGAC), accompagné d'un investissement de 1,1 G\$ sur 5 ans. Ces sommes incluent 30 M\$ d'autofinancement.
- Le PAGAC vise la mise en œuvre 29 mesures regroupées sous quatre axes d'intervention :
 - Capacité d'agir des organismes communautaires (OC);
 - Mobilisation des partenaires;
 - Cohérence des actions des partenaires de l'action communautaire;
 - Connaissance et valorisation de l'action communautaire.
- Des 29 mesures prévues, 8 mesures n'offrent pas de soutien direct aux OC, mais contribuent à la simplification des processus administratifs et à la cohérence de l'intervention gouvernementale. Ces 8 mesures représentent moins de 1 % des investissements prévus au PAGAC, soit moins de 8 M\$ sur les 5 ans.
- Tel que présenté au budget 2022-2023, plus de 80 % des investissements prévus au PAGAC, soit 888,1 M\$, visent à bonifier et élargir le soutien à la mission globale (SMG) des OC.
- La bonification et l'élargissement du SMG se déploient par la mise en œuvre de 4 mesures de l'axe 1 (1.1.1, 1.1.2, 1.1.3 et 1.1.5) et visent près de 4 500 OC par l'intermédiaire de 23 programmes, de 12 ministères et organismes gouvernementaux (MO).

MO participant à l'axe 1	Récurrance (M\$)	Total (M\$) 2022-2027
Culture et Communication	3,2	11,4
Économie et Innovation	0,6	2,5
Éducation	21,1	85,8
Éducation – Loisir et Sport	16,8	68,4
Emploi et Solidarité sociale	36,3	124,8
Famille	39,4	117,4
Immigration, Francisation et Intégration	3,1	8,7
Santé et Services sociaux	91,2	395,4
Secrétariat à la condition féminine	4,1	16,0
Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise	3,3	9,8
Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit	0,8	3,4
Société d'habitation du Québec	14,0	44,5
Total	233,9	888,1

- Par ailleurs, un autofinancement de 5 M\$ du Secrétariat à la condition féminine et les investissements prévus pour la mise en œuvre de la mesure 3.1.1 (27,6 M\$) contribuent également au SMG des organismes.
- Le Plan d'action prévoit aussi 8 mesures concernant des ententes de subvention pour des activités spécifiques avec des partenaires communautaires pour un total de 91,4 M\$, soit 8,2 % des investissements.
 - Les principales ententes ont lieu auprès :
 - des responsables des régimes de retraite et d'assurances collectives pour les organismes communautaires (mesure 1.2.1 – 2,5 M\$);
 - de la Coalition des organismes communautaires autonomes de formation et du CSMO-ÉSAC (mesure 1.2.4 – 4,4 M\$);
 - de la Fédération des centres d'action bénévole du Québec (mesure 2.1.3 – 6 M\$);
 - des Carrefours jeunesse emploi (mesure 3.1.2 – 65 M\$);
 - du Centre de formation populaire (mesure 4.2.1 – 1,1 M\$).
- Finalement, le plan prévoit le lancement d'appels de projets par l'entremise de dix mesures, pour un total de 89,7 M\$, soit 8,1 % des investissements.
 - Les principaux appels de projets auront pour objectifs :
 - Soutenir des initiatives visant à favoriser la participation et l'inclusion de tous (mesure 2.1.1 – 3,5 M\$);
 - Soutenir les projets de recherche visant à améliorer la connaissance de l'action communautaire au Québec (mesure 4.1.1 – 2,8 M\$);
 - Soutenir des initiatives d'innovation sociale en action communautaire (mesure 4.2.2 – 2,2 M\$).

Mode de soutien	Nombre de mesures	Investissement total sur 5 ans
Soutien à la mission globale	4	888,1 M\$
Contribution SMG du SCF (1.1.3) et de la mesure 3.1.1	2	32,6 M\$
Entente de soutien pour la réalisation d'activités spécifiques	8	91,4 M\$
Projet ponctuel (appels de projets)	10	89,7 M\$

- Le Plan d'action est une réponse aux préoccupations et recommandations soulevées lors des consultations tenues en 2019-2020.
- Les investissements du PAGAC (incluant l'autofinancement) pour sa première année de mise en œuvre (2022-2023) représentent 160 M\$, dont 118,2 M\$ en SMG.
- L'information disponible ne permet pas de détailler l'ensemble des sommes distribuées à ce jour par les MO visés.
- La reddition de comptes 2022-2023 du PAGAC se réalisera au courant d'avril 2023.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

VALIDATION: Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

DATE : 27 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-19

Titre :

Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS ou ADS+) ?

Exposé et statistiques :

Le [Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire \(PAGAC\) 2022-2027](#) lancé en mai 2022 contribue à construire une société plus juste, équitable et inclusive. L'analyse différenciée selon les sexes (ADS+) a été utilisée pour l'élaboration du PAGAC, notamment lors de la conception des mesures qui y sont inscrites.

En 2022-2023, le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a publié l'*Avis portant sur La prévention : une voie essentielle pour réduire les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale*. Cet avis contient une analyse différenciée selon le sexe et il est disponible par le lien suivant :

https://www.cclp.gouv.qc.ca/publications/pdf/AV_prevention_2023_CCLP.pdf

SOURCE : DGGAP-DR
COLLABORATION : SEQ-DPES ; SSSAP/DPLPAC;
VALIDATION :
DATE : 2023-03-27

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-20

Titre :

Liste des programmes ou initiatives du ministère qui prévoient une indexation au financement, dans les domaines de la solidarité sociale et de l'Action communautaire autonome. Préciser les grandes lignes des barèmes sur lesquels le Ministère s'appuie pour prévoir ou non une indexation.

Exposé et statistiques :

- Le Ministère dispose de quatre programmes qui prévoient une indexation au financement, soit :
 - le Programme d'aide sociale;
 - le Programme de solidarité sociale;
 - le Programme de revenu de base;
 - le Programme objectif emploi.

- En fonction du Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, les prestations de ces programmes sont augmentées, le 1^{er} janvier de chaque année, selon le facteur d'indexation établi aux premiers, deuxièmes et troisièmes alinéas de l'article 750.2 de la Loi sur les impôts ([chapitre I-3](#)) pour cette année.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux
Direction des politiques d'assistance sociale

DATE : 31 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-21

Titre :

Liste des critères sur lesquels le ministère s'appuie pour octroyer du financement à la mission versus un financement par projet.

Exposé et statistiques :

Pour le détail des critères, les cadres normatifs des programmes administrés par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.mtess.gouv.qc.ca/sacais/soutien-financier/index.asp>

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 20 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-22

Titre :

Total des sommes allouées afin de soutenir les organismes communautaires dans l'acquisition ou la construction de locaux ou de bâtiments à titre de propriétaire ou de copropriétaire, de même que dans la maintenance de bâtiments dont les organismes sont propriétaire ou copropriétaire, ventilé par région. Ventiler par catégories de dépenses.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale n'a pas de programme visant l'acquisition, la construction ou la maintenance de locaux ou de bâtiments à titre de propriétaire ou de copropriétaire.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
DATE : 27 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-23

Titre :

Total des sommes allouées pour la prestation de services d'aide alimentaire, ventilé par région et par MRC. Ventiler par type de dépenses, incluant si c'est un financement à la mission ou autre.

Exposé et statistiques :

Le port d'attache des organismes communautaires en sécurité alimentaire est le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé des montants pour un soutien d'urgence à l'organisme *Les Banques alimentaires du Québec* pour l'achat de denrées alimentaires en 2022-2023. Le premier soutien d'urgence de 2,0 M\$ a été annoncé en juin 2022. Une bonification de ce soutien, à hauteur de 1,0 M\$, a été annoncée en décembre 2022.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 22 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-24

Titre :

Total des sommes dépensées pour le Programme de récupération en super-marchés afin de soutenir la prestation de services d'aide alimentaire, ventilé par région et par MRC. Estimation de la valeur des produits effectivement redistribués aux usagers des services d'aide alimentaire.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale n'administre pas le Programme de récupération en supermarchés afin de soutenir la prestation de services d'aide alimentaire.

SOURCE : Secteur de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

COLLABORATION :

DATE : 7 avril 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-25

Titre :

Nombre de demandes d'aide alimentaire pour l'année en cours, ventilé par région et par MRC.
Préciser le nombre de personnes en ayant bénéficié, ventilé par région et par MRC.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale n'administre pas le Programme de récupération en supermarchés afin de soutenir la prestation de services d'aide alimentaire.

SOURCE : Secteur de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

COLLABORATION :

DATE : 7 avril 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-26

Titre :

Estimation des nouveaux bénéficiaires d'aide alimentaire au Québec, ventilé par région et par MRC.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale n'administre pas le Programme de récupération en supermarchés afin de soutenir la prestation de services d'aide alimentaire.

SOURCE : Secteur de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

COLLABORATION :

DATE : 7 avril 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-27

Titre :

Total des sommes allouées pour soutenir les organismes communautaires dans leurs moyens pour assurer de meilleures conditions de travail au personnel œuvrant dans le milieu communautaire, ventilé par grande catégorie d'organisme, par région et par MRC.

Exposé et statistiques :

Le 14 mai 2022, un nouveau Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 (PAGAC) a été lancé. Il prévoit 29 mesures, parmi lesquelles les mesures suivantes:

- «soutenir les organismes communautaires dans la gestion de leurs ressources humaines » et
- « favoriser l'accès à la formation continue pour le personnel des organismes communautaires ».

Les données disponibles sur l'aide accordée aux organismes communautaires sont traitées par région. L'aide accordée par grandes catégories d'organismes n'est pas disponible, mais le nombre d'organismes communautaires est recensé.

Soutenir les organismes communautaires dans la gestion de leurs ressources humaines (Mesure 1.2.2.)

Région	Nombre d'organismes	Déboursés
01 - Bas-Saint-Laurent	26	193 902
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	38	205 426
03 - Capitale-Nationale	36	758 350
04 - Mauricie	31	160 912
05 - Estrie	31	167 436
06 - Montréal	120	903 046
07 - Outaouais	15	235 246
08 - Abitibi-Témiscamingue	16	249 892
09 - Côte-Nord	7	59 689
10 - Nord-du-Québec	4	63 701
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	12	96 219
12 - Chaudière-Appalaches	25	187 260
13 - Laval	15	139 937
14 - Lanaudière	17	171 125
15 - Laurentides	26	345 071
16 - Montérégie	70	572 374
17 - Centre-du-Québec	31	205 647
99 - Directions centrales	2	121 028
Ensemble du Québec	521 ¹	4 836 270 ²

Note : Données au 17 février 2023.

¹ Le total représente le nombre d'organismes distincts. Ainsi, la somme du nombre d'organismes de toutes les catégories peut être supérieure au nombre du total distinct.

² Le total des déboursés peut différer en raison des arrondis.

Favoriser l'accès à la formation continue pour le personnel des organismes communautaires
(Mesure 1.2.3)

Région	Nombre d'organismes	Déboursés
01 - Bas-Saint-Laurent	23	60 083
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	14	64 350
03 - Capitale-Nationale	30	120 296
04 - Mauricie	16	77 622
05 - Estrie	13	54 319
06 - Montréal	44	325 299
07 - Outaouais	20	76 995
08 - Abitibi-Témiscamingue	10	82 616
09 - Côte-Nord	11	33 681
10 - Nord-du-Québec	3	6 069
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8	46 110
12 - Chaudière-Appalaches	22	88 788
13 - Laval	6	37 084
14 - Lanaudière	11	65 389
15 - Laurentides	15	78 298
16 - Montérégie	47	173 887
17 - Centre-du-Québec	30	89 063
Ensemble du Québec	323 ¹	1 479 957 ²

Note : Données au 17 février 2023.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux entreprises

COLLABORATION : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire. Direction de la planification et de la reddition de compte.

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 30 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-28

Titre :

Considérant la distinction entre la couverture des besoins de base et la sortie de la pauvreté, fournir la liste des indices ou indicateurs suivis permettant de suivre ou mesurer la sortie de la pauvreté au Québec. Préciser la source scientifique ou autre de ces indices ou indicateurs.

Exposé et statistiques :

Les indicateurs suivants sont utilisés pour suivre l'évolution des situations de faible revenu :

Liste des indicateurs

- Seuil de faible revenu selon la mesure du panier de consommation (MPC) (base 2018): Statistique Canada
- Taux de faible revenu des familles selon la mesure de faible revenu (MFR) : Statistique Canada
- L'indice de défavorisation matérielle et sociale : Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)
- Évolution des seuils implicites du revenu disponible : ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale
- Évolution des inégalités du patrimoine : Statistique Canada.
- Revenu familial excédentaire selon le quintile : Statistique Canada
- Le coefficient de Gini : Statistique Canada

SOURCE : DR (DGGAP)

COLLABORATION : DPLPAC

VALIDATION :

DATE : 30 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-29 (Question transférée par le MSSS)

Titre :

Dépenses allouées au programme de lait maternisé depuis 2018, ventilé par année.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale permet aux prestataires des programmes d'assistance sociale de se procurer des préparations lactées de concentrés liquides en deçà du prix coutant à titre de prestations spéciales. Au cours de l'exercice 2022-2023, une dépense de 200 000\$ a été réalisée.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction du budget

VALIDATION :

DATE : 5 avril 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-146 (Question transférée par le MSSS)

Titre :

Total des sommes allouées au programme de lait maternisé, ventilé par région et par réseau local de service.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale permet aux prestataires des programmes d'assistance sociale de se procurer des préparations lactées de concentrés liquides en deçà du prix coutant à titre de prestations spéciales.

Pour l'exercice financier 2022-2023, des dépenses totalisant 200 000\$ ont été réalisés pour ce programme.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ne dispose pas de données lui permettant de ventiler ces sommes par région.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction du budget

VALIDATION :

DATE : 5 avril 2023